

l'Eco de la semaine

13 au 19 Décembre 2025



SOMMAIRE

Secteur privé—état - Le GEM demande un climat de confiance	2
Exportation de litchis - 89 % du quota annuel atteint	2
Environnement des affaires : l'IFC réaffirme son soutien à l'entrepreneuriat.....	3
Marché pétrolier – Le prix du baril du brent prévu tomber jusqu'à 60 dollars, selon les projections de la Banque mondiale	3
Finance – La dette du Gouvernement central projetée à fin décembre 2025 estimée à 31 852,7 milliards d'ariary	4
Développement - Un accent sur le tourisme haut de gamme	4
Riz de luxe - L'État envisage une taxe pour les grains à faible brisure	5
Financement - L'accès au crédit reste difficile pour les PME	5
Compétitivité de Madagascar : Former une nouvelle génération d'exportateurs	6
Exploitation minière : rappel ferme du cadre légal	7
Développement économique : les PME prises en considération	7
Indice de développement humain - Analamanga sort du lot	7
Projet de développement : Le PIC noté « modérément satisfaisant » par la Banque mondiale	8
Tax Connect : Une nouvelle application de contrôle fiscal	9
Forum national des investissements : l'agriculture et l'élevage comme piliers économiques	9
Concurrence - Madagascar pénalisé par les monopoles	9
Exportation - Le secteur café à relancer.....	10
Transport aérien : Retour de Ewa Air sur la ligne Antananarivo Mayotte	10
Pêche et économie bleue dans le Grand Sud : l'Equipe de l'Europe affirme son engagement à accompagner le développement	11
Filière vanille : la libéralisation porte ses fruits	11
L'Euro à 5 233,05 ariary : une stabilité relative sous surveillance	12
Commerce – Les autorités rapportent une hausse des prix de la vanille et une augmentation des commandes internationales	12
Finances publiques - Madagascar dépend toujours des financements extérieurs.....	13
Développement - Madagascar étudie les complexes industriels indonésiens	14
Assise nationale du tourisme : redéfinir les visions stratégiques pour refonder le secteur	14
Télécommunications – Une nouvelle baisse des tarifs de l'Internet mobile annoncée par le ministère du Développement numérique en début d'année	15

Secteur privé-état - Le GEM demande un climat de confiance

IRINA TSIMIJALY | 15 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le GEM a réuni l'État et ses partenaires pour discuter du développement économique. Francis Rabarijohn a insisté sur la confiance et des règles stables pour attirer les investisseurs.

Le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) a organisé vendredi la première édition de sa rencontre stratégique avec ses partenaires nationaux et internationaux. L'événement a réuni les représentants de l'État, des entreprises et des partenaires internationaux pour discuter du développement économique du pays.



Francis Rabarijohn, président du GEM, a insisté sur l'importance d'un climat de confiance entre le secteur privé et l'État. Selon lui, les entreprises ont besoin de règles claires et stables pour investir. « Les opérateurs et les investisseurs doivent avoir une visibilité sur les lois et les mesures fiscales, notamment sur la loi des zones franches », a expliqué Rabarijohn. Cette stabilité est essentielle pour planifier des projets à long terme et attirer de nouveaux investisseurs.

La confiance repose également sur la transparence et la bonne gouvernance. Le président du GEM a rappelé que la lutte contre la corruption doit être appliquée sans exception et que l'État doit garantir une compétition équitable entre toutes les entreprises.

« La crédibilité des institutions dépend de leur capacité à appliquer les règles de manière juste », a-t-il précisé.

Système impartial

Pour Thierry Rampanarivo, haut conseiller de la « Refondation », cette collaboration entre secteur privé et État doit se faire dans un cadre mutuellement bénéfique. Selon lui, c'est en travaillant dans ce cadre que les deux parties pourront contribuer efficacement au développement du pays.

La confiance passe aussi par le respect de l'État de droit et une justice indépendante. Les entreprises doivent pouvoir compter sur un système impartial pour se concentrer sur leurs activités et participer pleinement à l'économie nationale.

Le président du GEM a adressé un message aux partenaires internationaux, rappelant que le secteur privé est le moteur du développement. Mais il a besoin de soutien technique et financier, ainsi que d'infrastructures adaptées pour fonctionner correctement. Sans cet accompagnement, le rôle du secteur privé dans la croissance du pays reste limité.

Pour conclure, Francis Rabarijohn a indiqué que cette rencontre marque le début d'un dialogue concret sur des projets précis entre acteurs publics et privés. Il a appelé à travailler ensemble pour faire de Madagascar un pays où le développement est inclusif, la confiance partagée et l'avenir construit dans l'unité.

Exportation de litchis - 89 % du quota annuel atteint

IRINA TSIMIJALY | 15 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La campagne d'exportation de litchis 2025 à Toamasina se poursuit sur une dynamique favorable et a déjà atteint 89 % du quota annuel.

La campagne d'exportation de litchis 2025 à Toamasina progresse rapidement et se rapproche du quota annuel habituel de la filière, estimé entre 18 000 et 20 000 palettes, soit autant de tonnes. Selon la Direction régionale du commerce, 16 830 palettes ont été expédiées depuis l'ouverture de la saison, le 20 novembre 2025.

La majorité de ces expéditions s'est effectuée par des navires conventionnels desservant principalement l'Europe et la Russie. Les navires Atlantic Kipper, Baltic Summer et SS Trust ont transporté à eux seuls plus de 12 000 palettes. À ce stade, les envois par navires conventionnels sont terminés pour Madagascar, mais ceux par

avion et par conteneurs frigorifiques se poursuivent activement, répondant à une forte demande internationale, notamment en ce mois de décembre, période où les litchis sont très attendus. De nombreux fruits restent encore disponibles localement, prêts à être acheminés vers les marchés internationaux.

Les exportateurs et producteurs saluent cette saison particulièrement dynamique. « Même si la production était encore plus importante, nous avons déjà couvert une grande partie des besoins du marché », note un opérateur local. À Toamasina, les stocks restants demeurent

significatifs, permettant de répondre à la demande internationale tout en garantissant la qualité des fruits expédiés.

Une saison abondante et prometteuse

Cette année, la filière mobilise 1 000 collecteurs dans les régions Atsinanana et Analanjirofo, ainsi que 29 exportateurs agréés chargés d'acheminer les fruits vers les stations de traitement et les marchés internationaux.

La campagne 2025 se distingue par une production particulièrement généreuse. Si cette abondance impose des défis logistiques et une sélection rigoureuse afin de répondre aux standards d'exportation, elle témoigne également de la vitalité de la filière malgache. Les fruits non conformes sont valorisés pour d'autres usages,

réduisant le gaspillage et maximisant les revenus des producteurs.

Avec près de 20 000 tonnes produites annuellement, Madagascar confirme sa position de producteur clé sur le marché mondial du litchi. Cette saison, l'essentiel du volume exportable a déjà trouvé preneur, bien que de nombreux fruits restent disponibles localement, prêts à être expédiés par avion ou par conteneur vers les marchés demandeurs.

En 2024, la filière avait exporté environ 18 000 palettes. En 2025, le quota annuel est déjà atteint à 89 %, offrant ainsi des perspectives encourageantes pour les producteurs et l'économie régionale.

Environnement des affaires : l'IFC réaffirme son soutien à l'entrepreneuriat

JEAN RIANA | 15 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

La Société Financière Internationale (IFC), membre du groupe de la Banque mondiale, vient de réaffirmer son engagement à soutenir l'entrepreneuriat du secteur privé à Madagascar lors d'une rencontre avec le ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé, Andriainaina Rasoarrahona à Anosy, le 11 décembre. Cette rencontre a été l'occasion de discuter des futures collaborations pour le développement de l'environnement des affaires dans la Grande Ile. Le ministère a tenu à spécifier que l'IFC mobilise les investissements privés, développe les marchés et donne un nouvel élan aux pays

en développement. L'IFC collabore à l'heure actuelle avec plus de 100 pays émergents tout en soutenant activement le secteur privé. Elle a investi un montant record de 71,1 milliards de dollars pour des entreprises privées et des institutions financières dans les pays en voie de développement en 2025. Grâce à ces investissements, les entrepreneurs ont les moyens de concrétiser des idées innovantes leur permettant de devenir un moteur de développement inclusif, de créer des emplois pouvant améliorer les conditions de vie des populations.

Marché pétrolier – Le prix du baril du brent prévu tomber jusqu'à 60 dollars, selon les projections de la Banque mondiale

15 DÉCEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 14 Décembre, 17h30 – Les prévisions des prix du pétrole sont orientées à la baisse. Le prix du baril du brent qui devrait s'établir en moyenne à 68 dollars cette année continuerait à baisser jusqu'à 60 dollars en 2026. C'est la Banque mondiale qui a fait part de cette projection dans son Rapport sur les perspectives des marchés des matières premières, qu'elle a partagé au début de ce mois de décembre.

Les prix de l'or noir se sont inscrits à la baisse cette année, en raison des tensions commerciales existantes et des craintes d'offre excédentaire, explique la Banque mondiale dans ce rapport. La flambée de la production, combinée à une demande en berne, provoque un excédent mondial de pétrole, ajoute-t-elle.

Ces perspectives s'annoncent ainsi favorables pour des pays importateurs de carburant comme Madagascar. La Banque mondiale prévoit toutefois que le prix du baril du Brent pourrait remonter à 65 dollars à la faveur de la stabilisation de la conjoncture du marché.

Les prix des carburants à Madagascar ont de nouveau évolué chaque mois en fonction des prix du marché depuis

l'application du mécanisme d'ajustement automatique de leur prix.



Mais ils sont affectés non seulement par l'évolution des cours mondiaux des produits pétroliers mais également par les variations du taux de change entre l'ariary et le dollar américain.

Finance – La dette du Gouvernement central projetée à fin décembre 2025 estimée à 31 852,7 milliards d'ariary

15 DÉCEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 14 Décembre, 15h00 – La dette du Gouvernement central de Madagascar devrait s'établir à 31 852,7 milliards d'ariary soit 7 179,1 millions de dollars à fin décembre 2025. Ce qui correspond à 36 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays, avance le ministère de l'Economie et des finances dans le Document budgétaire annexé au projet de Loi des finances initiale (PLFI) 2026. Ce portefeuille de la dette devrait être constitué à 86,1 % de dette extérieure. Le stock de cette dette extérieure est estimé à 6 181,5 millions de dollars, représentant une

baisse de 6,6 % par rapport aux 6 619,7 millions de dollars en 2024.

La dette intérieure contribuerait pour sa part à 13,9 % à la structure du portefeuille de la dette publique. Et le stock de cette dette intérieure est estimé à 4 426,3 milliards d'ariary. Il est également constaté une baisse respectivement de 3 % et de 14,76 % par rapport à 2024 et 2023, indique le ministère de l'Economie et des finances.

Le taux moyen effectif de la dette totale est de 2,4 %. Il est de 0,9 % pour la dette extérieure et de 12,2 % pour la dette intérieure, selon ce département.

Développement - Un accent sur le tourisme haut de gamme

IRINA TSIMIJALY | 16 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar, avec ses paysages et sa biodiversité uniques, vise une clientèle plus restreinte. Les 12^e ITM et 3^e IHM, prévues en juin 2026, valorisent l'artisanat local et le tourisme durable.

Vers plus de valeur. La Grande Île cherche à attirer une clientèle moins nombreuse mais à plus forte capacité de dépense, afin d'accroître les retombées économiques du secteur. Le pays vise un million de touristes d'ici 2028. Dany Barivelo, directeur exécutif de l'ONTM, explique : « La stratégie actuelle ne se concentre pas uniquement sur le volume de visiteurs. Nous voulons diversifier les offres et les marchés, en particulier vers le tourisme de luxe. L'objectif est de mieux valoriser la contribution économique de chaque touriste. »

Madagascar possède des atouts uniques : biodiversité exceptionnelle, paysages variés, îles préservées. Selon lui : « Ces éléments peuvent séduire une clientèle recherchant des expériences exclusives et authentiques, comme des séjours personnalisés ou des circuits sur mesure. »

Un potentiel à valoriser

Les salons se tiendront du 11 au 14 juin 2026 au CCI Ivato. Après avoir accueilli 25 000 visiteurs l'an dernier, les organisateurs espèrent en accueillir 27 000. L'événement comprendra des rencontres entre opérateurs touristiques, artisans locaux et professionnels étrangers, ainsi que la 10^e édition des Assises internationales du tourisme durable. Ramarolahy ajoute : « De nombreuses activités permettront aux participants de découvrir le savoir-faire malgache et les initiatives de tourisme durable. »

Le tourisme et l'artisanat représentent déjà un pilier de l'économie malgache, avec plus de deux millions d'artisans et 250 000 emplois directs. Selon Ramarolahy, « ces secteurs contribuent fortement au développement des provinces et à la vie quotidienne des habitants ».

Il reste toutefois des défis : la qualité des infrastructures, les transports internes, le coût des transports aériens, la sécurité routière, ainsi que le manque d'hébergements haut de gamme. « Le secteur est fragile. Une crise ou un imprévu peut avoir un impact immédiat sur les réservations. Il faut penser sur le moyen et le long terme », précise-t-il. Le secteur touristique est fragile et peut être affecté par des crises. « Nous devons travailler sur le long terme pour sécuriser l'avenir du tourisme et positionner Madagascar comme une destination haut de gamme durable », conclut Barivelo.



Lors du lancement de la 12^e édition de l'International Tourism Fair Madagascar (ITM) et de la 3^e édition de l'International Handicraft Fair Madagascar (IHM), Sandra Affick Ramarolahy, directrice générale du Tourisme, a aussi expliqué : « Nous voulons mieux faire connaître Madagascar à l'international et renforcer la position de notre salon comme référence en Afrique subsaharienne. » Dany Barivelo a souligné la marge de progression : « À titre de comparaison, nos voisins, Maurice et les Seychelles, accueillent environ 1,2 million de touristes par an, alors que Madagascar n'enregistre que 350 000 visiteurs. Il reste donc beaucoup à faire pour mieux faire connaître notre destination. »

Riz de luxe - L'État envisage une taxe pour les grains à faible brisure

IRINA TSIMIJALY | 16 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le riz de luxe importé pourrait bientôt être soumis à une nouvelle fiscalité à Madagascar. Le Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2026 prévoit l'instauration d'un droit de douane de 20 % et d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20 % pour certaines variétés de riz importé de haute qualité. Cette mesure concernerait spécifiquement les riz présentant un taux de brisure inférieur ou égal à 5 %.

Depuis 2006, tous les riz importés à Madagascar bénéficient d'une exonération totale de droits de douane et de TVA. Cette politique avait été mise en place pour garantir l'approvisionnement du pays et maintenir des prix abordables pour les consommateurs. À l'époque, aucune distinction n'était faite entre le riz de base et le riz de luxe, car ils relevaient de la même sous-position douanière.

Avec le PLFI 2026, les autorités envisagent désormais un éclatement tarifaire. L'objectif est de différencier clairement le riz de consommation courante et les variétés haut de gamme. Le riz de base continuerait ainsi de bénéficier d'une exonération totale, tandis que le riz de luxe serait à nouveau taxé.

Selon les informations fournies par le ministère du Commerce, le riz de luxe concerné par cette mesure ne correspond pas au riz communément appelé « riz de luxe » dans certaines épiceries. Ces derniers sont souvent des riz importés avec plus de 25 % de brisure. Le véritable

riz de luxe, visé par le projet de loi, est un riz de qualité supérieure, avec moins de 5 % de brisure.

Ce type de riz est principalement destiné à une clientèle avertie, disposant d'un pouvoir d'achat élevé. Il est surtout commercialisé dans les grandes surfaces. La part de ce riz dans les importations totales reste très faible. La majorité du riz importé à Madagascar demeure du riz de base, consommé par la grande partie de la population.



Les autorités estiment que cette taxation ciblée pourrait également encourager la production locale de riz de qualité. Toutefois, il est important de rappeler que cette mesure figure encore dans un projet de loi. Elle devra faire l'objet de discussions avant son adoption définitive.

Financement - L'accès au crédit reste difficile pour les PME

IRINA TSIMIJALY | 16 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Malgré les multiples initiatives d'appui à l'entrepreneuriat à Madagascar, l'accès au financement demeure l'un des principaux obstacles au développement des petites et moyennes entreprises (PME). Ce constat a été largement partagé lors du lancement officiel de la Plateforme de Services Intégrés des PME, initiée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec le ministère de l'Industrialisation et du Développement du Secteur Privé (MIDSP). Cet événement s'est tenu au Carlton Anosy vendredi dernier.

Portée par la Maison de l'Entrepreneuriat (MDE), cette plateforme vise notamment à améliorer l'accès au crédit à travers un accompagnement structuré, en collaboration avec KRED by BNI Madagascar, acteur clé du financement et de l'éducation financière. Pour autant, les freins restent importants.

Selon Tandify Fialofana Randriamoramanana, président de la MASAE, « 80 % des entreprises cessent leurs activités après deux ans, indiquent les statistiques des centres d'appui aux entrepreneurs lors de leurs constats, et on peut voir cela directement avec les entrepreneurs

actuels », une situation largement liée aux difficultés de financement. Il explique que « les institutions financières considèrent encore les PME comme trop risquées », tandis que « les taux d'intérêt appliqués sont souvent trop élevés pour des entreprises en phase de démarrage ou de structuration ».

Dans le système bancaire formel, les taux d'intérêt moyens avoisinent 15 %, mais peuvent grimper en fonction du profil de l'entreprise, du secteur d'activité ou des garanties disponibles. À cela s'ajoute, depuis juillet 2025, une TVA de 20 % sur les intérêts bancaires, alourdissant davantage le coût du crédit. Du côté des institutions de microfinance, plus accessibles aux très petites entreprises, les taux oscillent généralement entre 20 % et 36 % par an. Quant aux circuits informels, ils exposent les entrepreneurs à des taux parfois supérieurs à 100 %, mettant en péril la viabilité des activités financées.

Face à cette réalité, la formalisation apparaît comme une condition essentielle pour accéder à un financement adapté.

Compétitivité de Madagascar : Former une nouvelle génération d'exportateurs

NAVALONA R. | 16 DÉCEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Face aux défis de la compétitivité agricole et du respect des normes sanitaires internationales, Madagascar doit repenser son modèle de production.

L'avenir du pays repose sur une agriculture plus responsable, plus professionnelle et mieux intégrée aux marchés. C'est dans cette optique qu'un programme innovant a été mis en place par le groupe Faly Export et ses partenaires, associant producteurs, parents d'élèves et établissements scolaires. Un accompagnement des producteurs, y compris les parents d'élèves, vers une agriculture conforme aux normes sanitaires exigées par les marchés locaux et internationaux est ainsi de mise en mettant à leur disposition des engrains et des insecticides biologiques. Cette démarche contribue à la préservation de l'environnement et à garantir une alimentation saine et traçable.



Accès aux infrastructures

Dans la pratique, des jeunes diplômés des grandes écoles peinent à transformer leurs connaissances théoriques en compétences opérationnelles. Un programme de formation pratique est également lancé en leur faveur. L'objectif vise à former une nouvelle génération de professionnels responsables, autonomes et engagés dans l'exportation tout en renforçant la compétitivité de la Grande île. En outre, l'accès aux infrastructures constitue un obstacle majeur pour plusieurs jeunes porteurs de projet. Construire un centre de conditionnement peut nécessiter un investissement de près d'un milliard d'ariary, entre autres. Le groupe Faly Export s'engage ainsi à mettre à leur disposition son propre centre de conditionnement pour leurs premières opérations d'exportation. Les jeunes y travaillent en situation réelle, apprennent les exigences du marché international et montent en compétence tout en évitant les coûts de départ prohibitifs.

Mesures d'accompagnement

Chaque futur exportateur accompagné doit présenter et s'engager dans un plan RSE pour son lieu de production.

L'objectif est de créer un impact positif concret et un vent de changement au sein des communautés rurales. Une mise en relation avec des clients potentiels et l'appui à l'analyse des risques avec des professionnels et enseignants issus des grandes écoles ainsi que la facilité d'accès au financement bancaire et aux services transitaires, sont parmi les mesures d'accompagnement pour ces jeunes. Mais le modèle inclusif ne se limite pas aux jeunes diplômés. Les coopératives engagées peuvent elles aussi préparer leurs produits au centre de conditionnement pour une durée d'une semaine au maximum afin de renforcer la qualité, la régularité et la conformité de leurs exportations. Dans cette dynamique, une nouvelle union de coopératives baptisée SAHI a vu le jour. Elle regroupe déjà six grandes coopératives des régions Atsinanana et Analanjirofo tout en bénéficiant de cet appui du groupe Faly Export.

Salons internationaux

À titre d'illustration, le PCA de la coopérative Taratra, Firisy Modeste témoigne que grâce au soutien de ce groupe, un financement de 20 millions d'ariary a été alloué aux membres en complément du crédit de 45 millions d'ariary octroyé par l'OTIV pour la préparation de la vanille. « Nous avons enregistré 16 millions d'ariary de bénéfice. Ensuite, il nous a aidé à obtenir la certification en commerce équitable. Nous percevons ainsi des primes de 120 millions d'ariary/an sur l'exportation des produits issus du commerce équitable. En 2023, près de 2,5 tonnes de vanille ont été expédiées en Allemagne. Une amélioration des conditions de vie des membres est constatée. Nous utilisons tous des toitures en tôle au lieu d'en paille ainsi que des panneaux solaires contre les « jiro kapaoka » tout en scolarisant nos enfants. La plupart de nos gosses ont eu le bacc et certains sont déjà des universitaires », a-t-il raconté. Le groupe Faly Export et l'ONG ADID, dont la vocation est de renforcer les compétences des acteurs pour améliorer la compétitivité des produits malgaches, a déjà accompagné ces jeunes entrepreneurs et coopératives à participer à des salons internationaux. Ils y découvrent les tendances mondiales, rencontrent des acheteurs et consolident leurs réseaux. Cette approche innovante s'inscrit dans une vision claire : un développement inclusif, durable et harmonieux où chaque acteur, du jeune diplômé au producteur rural, devient moteur du changement.

Exploitation minière : rappel ferme du cadre légal

ARH. | 16 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

Le ministère des Mines a publié hier une note rappelant l'interdiction stricte d'utiliser des engins lourds pour toute activité minière sans autorisation légale. La mesure vise les opérateurs ne disposant pas encore d'un permis d'exploitation (PE). Sont concernés les détenteurs d'autorisations artisanales (AMEA), les permis réservés à l'exploitation artisanale (PREA), les PREA en attente de conversion en PE,

ainsi que les titulaires de permis de recherche (PR) ayant demandé une transformation en permis d'exploitation. Le ministère cherche à appliquer dans la rigueur la réglementation en vigueur. « Toute infraction entraînera l'application de sanctions prévues par le Code minier, conformément à l'article 371, alinéa 8 », rappelle le ministère des Mines. Les autorités entendent ainsi renforcer la discipline et encadrer durablement le secteur minier.

Développement économique : les PME prises en considération

JEAN RIANA | 16 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

Véritables piliers de l'économie nationale, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent près de 90 % du tissu entrepreneurial à Madagascar et génèrent plus de 60 % des emplois. Conscient de son rôle dans le développement économique et social du pays, le Programme des nations unies pour le développement (Pnud), en partenariat avec le ministère de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MIDSP), a procédé au lancement de la plateforme de services intégrés dédiée aux PME, le 12 décembre dernier à Anosy. « Ce nouveau dispositif constitue une étape stratégique

majeure pour soutenir l'entrepreneuriat et stimuler le développement économique national », a souligné Lala Randriamiarisoa, directeur général du Développement du Secteur Privé. A travers cette plateforme, les objectifs sont de former 400 entrepreneurs, accompagner l'enregistrement de 300 entreprises, structurer 200 dossiers de financement, formaliser 100 entreprises, contribuer à la création de 300 emplois et promouvoir des pratiques durables au sein de 70 % des entreprises bénéficiaires, le tout sur une période de 14 mois.

Indice de développement humain - Analamanga sort du lot

IRINA TSIMIJALY | 17 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le dernier Rapport national sur le développement humain note une progression pour Madagascar. Les disparités régionales, cependant, demeurent. Seule la région d'Analamanga s'en sort.

L'Indice de développement humain (IDH) progresse à Madagascar, mais de fortes disparités régionales persistent. Selon le 7e Rapport national sur le développement humain (RNDH), présenté hier à Ivandry, la région d'Analamanga est la seule à atteindre un niveau de développement humain moyen, avec un IDH de 0,589.

Pour franchir le seuil du développement humain moyen, une région doit présenter une amélioration progressive de l'espérance de vie, un accès plus stable à l'éducation et des revenus permettant de couvrir les besoins essentiels. Analamanga bénéficie de ces conditions grâce à la concentration de l'industrie, du commerce, des services et des emplois formels dans la capitale et ses environs.

À l'échelle nationale, l'IDH de Madagascar atteint 0,525 en 2023, maintenant le pays dans la catégorie à développement humain faible. À l'opposé d'Analamanga, la région Androy enregistre un IDH de seulement 0,338, illustrant l'ampleur des inégalités territoriales.

Malgré cette avancée régionale, les inégalités restent fortes. Les écarts persistent non seulement entre les régions, mais aussi entre les hommes et les femmes, ces dernières ayant globalement un accès plus limité aux opportunités économiques et sociales.

Défis

Sur le plan économique, la croissance reste insuffisante. Entre 2009 et 2023, le PIB a progressé de 2,9 % par an, un rythme inférieur à la croissance démographique de 3 %.



Le ministre de l'Économie et des Finances, Herinjatovo Aimé Ramiarison, résume cette réalité par une phrase marquante : « On travaille, mais on est pauvre. » 81 % de la population vit avec moins d'environ 8 600 ariary par

jour (2,15 dollars), ce qui correspond au seuil de pauvreté internationale utilisé par la Banque mondiale.

Aujourd'hui, près de 90 % des travailleurs malgaches évoluent dans le secteur informel, et 80 % des emplois sont précaires, offrant des revenus insuffisants pour sortir durablement de la pauvreté. Le ministre insiste sur la nécessité de changer d'approche, en mettant l'accent sur la productivité, la performance et l'obligation de résultats. Le président du Fivmpama, Rivo Rakotondrasanjy, souligne le rôle des entreprises locales : « L'économie malgache repose surtout sur les petites et moyennes entreprises. Il faut proposer des modèles adaptés à cette réalité et poser des bases solides à travers une loi sur le développement industriel. »

De son côté, le représentant du FMI rappelle qu'un autre modèle est possible : « Singapour avait travaillé sur près de 20 % de son PIB en une année, en réduisant les dépenses fiscales et en sortant de l'informel. Les PME y sont très valorisées. Madagascar peut faire pareil avec la bonne stratégie, sans dépendre uniquement de l'aide extérieure. »

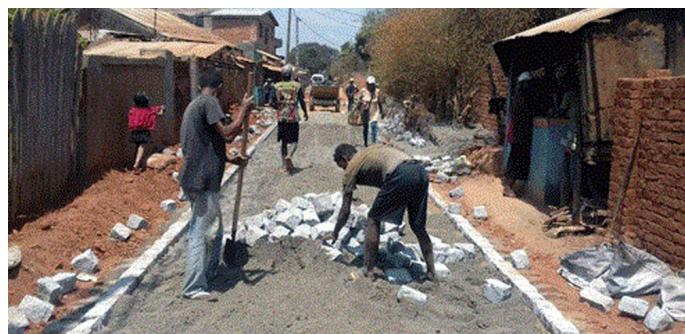
D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'IDH est classé en quatre catégories : faible (moins de 0,550), moyen (0,550 à 0,699), élevé (0,700 à 0,799) et très élevé (0,800 et plus). Le score de 0,550 constitue ainsi la « porte d'entrée » vers le développement humain moyen.

Projet de développement : Le PIC noté « modérément satisfaisant » par la Banque mondiale

R.EDMOND. | 17 DÉCEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Avec des résultats particulièrement encourageants durant les deux dernières années, le projet Pôles intégrés de croissance (PIC) 3 a eu une notation « modérément satisfaisante » de la Banque mondiale.

Une performance qui lui permet d'être classé parmi les projets financés par la Banque mondiale affichant une bonne progression au sein de son portefeuille à Madagascar.



Étape significative

Une bonne option, en tout cas pour l'économie nationale quand on sait que le PIC 3 est un projet de transformation économique en faveur d'une croissance inclusive. Le projet PIC 3 intervient à travers 12 pôles répartis dans 10 régions de Madagascar, à savoir : Diana, Analamanga, Analanjirofo, Atsinanana, Ambatosoa, Vatovavy, Fitovinany, Atsimo Atsinanana, Anosy et Atsimo Andrefana. Il se concentre sur trois secteurs clés : l'agribusiness, le tourisme et le digital, tout en s'appuyant sur des axes transversaux stratégiques tels que l'environnement des affaires, la gouvernance locale, les infrastructures et la gestion des risques environnementaux et sociaux. L'année 2025 marque une étape significative pour le projet, portée par une performance financière remarquable et des résultats encourageants, avec des objectifs dépassés dans certains volets d'activités, tout en faisant

face à des défis dans d'autres. Au 31 octobre 2025, le projet affiche un taux de décaissement cumulé de 78 % de l'allocation initiale, tandis que les engagements atteignent 98 %. Initialement prévu pour s'achever en janvier 2027, le projet sera prolongé d'une année grâce à un financement additionnel, portant sa date de clôture à janvier 2028.

Emplois

Les impacts sur les indicateurs de développement sont tout aussi encourageants. En 2024, les entreprises bénéficiaires ont enregistré une croissance moyenne de leurs ventes de 745 %, très largement au-delà de l'objectif initial fixé à 15 %. En 2025, la tendance reste positive avec une progression de 22 %, dépassant également l'objectif de 15 % prévu pour la même période. Dans les trois secteurs clés du projet, 11 354 emplois ont été créés en 2024 et 14 973 nouveaux emplois en 2025, pour des objectifs respectifs de 10 000 et 15 000. Les réalisations sur le terrain confirment l'importance stratégique du PIC 3. Dans le secteur des infrastructures, plusieurs chantiers structurants ont été finalisés pour cette année, dont la réhabilitation de 89 km de routes à Sainte-Marie, inaugurée en juillet 2025, la réhabilitation de 39 km de routes à Nosy-Be et 7,6 km de voirie urbaine à Tuléar. Ces routes bénéficient à plus de 250 000 personnes. Néanmoins, d'autres travaux sont encore en cours, notamment ceux qui permettront d'améliorer les accès touristiques et économiques à la Montagne d'Ambre traversant la ville de Joffreville et à la piste cacao de Sambirano à Ambanja, région Diana. Les travaux sur les voiries urbaines des villes de Manakara, Mananjary et Farafangana devraient s'achever d'ici début 2026, renforçant la mobilité locale et l'attractivité économique.

Tax Connect : Une nouvelle application de contrôle fiscal

NAVALONA R. | 17 DÉCEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

Le Cabinet de conseil fiscal NR Consult lance une nouvelle application innovante d'audit interne et de contrôle fiscal automatisé destiné aux entreprises. « L'objectif consiste à moderniser et à automatiser les contrôles fiscaux pour les opérateurs économiques en leur permettant de mieux gérer leurs obligations fiscales vis-à-vis de l'administration », a fait savoir Nantsoina Rakotozanany, fondateur et directeur général de ce Cabinet de conseil lors d'une conférence de presse au Motel Anosy dernièrement. « Les fonctionnalités de ce Tax Connect visent

à analyser les données comptables et fiscales de l'entreprise en détectant automatiquement les éventuels erreurs ou risques. Ce qui leur permettra de corriger leurs déclarations avant les contrôles fiscaux de l'administration. Elle sert également d'outil d'audit interne pour une meilleure visibilité en temps réel sur la conformité fiscale de l'entreprise », selon ses dires. Notons que plus de 200 entreprises ont déjà été accompagnées par ce Cabinet de conseil. Ce qui facilite en même temps la formalisation des acteurs informels.

Forum national des investissements : l'agriculture et l'élevage comme piliers économiques

JEAN RIANA | 17 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

« Madagascar ambitionne de faire de l'agriculture et de l'élevage des piliers de développement économique. Dans cette optique, tous les acteurs doivent se donner la main pour espérer avoir des résultats concrets », a déclaré Sata Mihary Tiana Ramanantsoa, Directeur de cabinet au sein du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), lors de l'ouverture du Forum national des investissements dans le cadre de l'initiative « main dans la main », hier au Novotel Alarobia.

Organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec le Minae, cet événement a pour principal objectif de réunir l'ensemble des acteurs du secteur en un même lieu, afin de mutualiser les efforts et d'identifier des solutions concrètes pour accroître la production agricole de la Grande île. A l'issue des échanges, trois filières stratégiques ont été retenues comme prioritaires, à savoir le riz, le maïs et la viande rouge. Selon Sata Mihary Tiana Ramanantsoa, « l'enjeu est d'augmenter de manière significative la production des paysans tout en améliorant leurs revenus, afin de réduire la vulnérabilité du pays ». De son côté, la directrice générale du Minae, Narindra Rakotoarijaona, a souligné que Madagascar doit

impérativement accroître sa production pour gagner en compétitivité sur le marché international.



Elle a rappelé que « le ministère, à lui seul, ne peut relever les défis liés au développement de l'agriculture, de l'élevage et à la création des emplois ». Selon elle, la collaboration étroite et structurée entre l'État, les bailleurs de fonds et le secteur privé, est fortement recommandée, pour impulser une dynamique durable et efficace au sein de ces secteurs stratégiques.

Concurrence - Madagascar pénalisé par les monopoles

IRINA TSIMIJALY | 18 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les monopoles continuent de pénaliser les consommateurs. Ils entraînent des prix élevés, un manque d'innovation et une concurrence presque inexistante.

Les monopoles freinent la concurrence, bloquent l'innovation et gonflent les prix. C'est le constat partagé hier au Novotel Ivandry, à l'occasion de la Journée nationale de la concurrence, qui a permis de dresser un état des lieux pour la Grande île. Claude Richard Raharimanantsoa, président du Conseil de la concurrence, souligne : « Former, encadrer et arbitrer permet d'apprendre à concurrencer sans se détruire ».

La loi sur la concurrence, adoptée en 2018, reste largement inefficace faute de décrets d'application. Le Conseil de la concurrence, opérationnel seulement depuis 2024, doit encore organiser et mettre en œuvre les règles pour protéger les consommateurs. Les monopoles entraînent des prix élevés et freinent l'innovation, car les entreprises dominantes ne sont pas incitées à améliorer leurs produits ou services. Le rôle des régulateurs est essentiel pour détecter ces situations et recommander des mesures

correctives. Comme l'explique le gouverneur de la Banque centrale et le représentant de l'OMH : « La détection des situations de monopole relève des régulateurs.



Certaines situations sont inévitables, mais elles peuvent conduire à des recommandations obligatoires pour éviter les ententes sur les prix ».

Le problème est profond : la culture de la concurrence reste quasi inexistante, et Madagascar est mal noté au niveau international en raison du non-respect des accords et de la prédominance des monopoles. Malgré l'existence d'institutions comme l'Office malgache des hydrocarbures (OMH) et l'Autorité de régulation des technologies de

communication (ARTEC), leurs moyens limités freinent l'efficacité de leurs actions régulatrices.

Inverser la tendance

Face à ce constat, le Conseil de la concurrence multiplie les initiatives pour promouvoir une concurrence saine. Il organise des ateliers de formation et des campagnes de sensibilisation destinés aux entreprises et aux consommateurs. Said Kechida, responsable Afrique et Moyen-Orient à l'OCDE, explique : « Notre objectif est de proposer une formation de qualité aux experts et aux rapporteurs du Conseil de la concurrence pour les mettre à jour sur les bonnes pratiques et les standards internationaux ».

Ces actions, menées en partenariat avec le PACFC et la Banque africaine de développement, visent la lutte contre la concentration, les ententes et les abus de position dominante, tout en encourageant activement la concurrence.

Claude Richard Raharimanantsoa rappelle : « La concurrence ne doit pas freiner l'investissement, mais devenir un levier de développement. Il faut respecter le droit et permettre aux entreprises de rivaliser équitablement ». À Madagascar, réformer la concurrence est une urgence : cela impacte directement le pouvoir d'achat et le bien-être des consommateurs.

Exportation - Le secteur café à relancer

MIANGALY RALITERA | 18 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur café sera relancé. Le projet Folur, mis en œuvre dans les régions d'Amoron'i Mania, de Vatovavy, de Fitovinany et d'Atsimo Atsinanana, va se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie de la population, surtout des paysans, ainsi que sur la protection de l'environnement dans ces régions. Il intervient également sur la chaîne de valeur du riz et du café afin d'améliorer la qualité des produits et les techniques de culture, et surtout de renforcer l'accès aux marchés internationaux pour le café. Certaines zones du sud-est d'Amoron'i Mania, autour du corridor forestier, sont déjà des zones de production de café de qualité. C'est une aubaine pour ce secteur, qui a connu un net déclin depuis de nombreuses années.

Les cibles de ce projet sont 25 000 agriculteurs, tandis qu'environ 80 000 personnes vivant autour des zones forestières bénéficient indirectement du projet.

Financé par le Fonds pour l'environnement mondial, il donne la priorité à des actions directes protégeant à la fois les habitants et l'environnement. Par exemple, la culture du café doit être associée à la plantation d'arbres, à l'agroforesterie et à la restauration des forêts autour des zones concernées. Ce projet constitue un modèle permettant de mettre en place des pratiques respectueuses de l'environnement. Il contribue à réduire la vulnérabilité des populations face au changement climatique, tout en participant à la protection de l'environnement.

Transport aérien : Retour de Ewa Air sur la ligne Antananarivo Mayotte

R.EDMOND. | 18 DÉCEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

EWA Air fait son retour à Tananarive à Madagascar

Ewa Air fait son retour sur le transport aérien malgache. La compagnie aérienne mahoraise est de nouveau sur la ligne Antananarivo-Mayotte.

Le premier vol Mayotte-Antananarivo a eu lieu samedi dernier avec 64 passagers à son bord, soit 100 % de remplissage. Conformément à la tradition, l'appareil d'Ewa a été accueilli comme il se doit avec le traditionnel Water Salute des pompiers de l'Aéroport de Tananarive.

Drissa Samaké, directeur général de la compagnie & Paul Bouziat, responsable commercial, ont fait spécialement le déplacement pour l'occasion. Ce premier vol marque le grand retour d'Ewa Air à Tananarive. La compagnie mahoraise opérera désormais 2 vols par semaine, dans un premier temps de façon saisonnière, chaque lundi et samedi, au moyen de sa flotte d'ATR 72-600, de 64 sièges :

« Nous sommes heureux d'être à Tananarive ce jour pour annoncer le retour de nos vols directs entre Mayotte et la capitale de la Grande île. La reprise de cette desserte est une étape importante dans le développement d'Ewa Air. Tananarive représente un fort potentiel pour la compagnie tant au niveau économique que touristique. C'est une ligne qui vient répondre à une forte demande de notre

clientèle. Un lien fort existe entre nos deux îles et c'est en partie pour cette raison que nous envisageons d'installer cette nouvelle liaison dans la durée. Actuellement, nos vols sont proposés de façon saisonnière jusqu'à la fin du mois de mars et nous espérons pouvoir poursuivre au-delà », a déclaré Drissa Samake, directeur général d'Ewa Air.

Pêche et économie bleue dans le Grand Sud : l'Equipe de l'Europe affirme son engagement à accompagner le développement

JEAN RIANA | 18 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

L'Equipe de l'Europe, composée de l'Union européenne (UE), de l'Allemagne et de la France, vient de réaffirmer son engagement à accompagner la transformation du secteur halieutique et de l'économie bleue dans le Grand Sud.

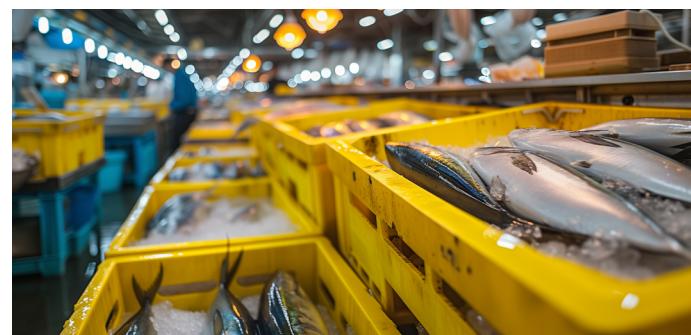
Pour témoigner de son engagement et appuyer les activités des pêcheurs de la région Anôsy, l'Equipe de l'Europe leur a remis hier des équipements essentiels incluant 200 pirogues en fibres de verre, des moteurs hors-bord, des sondeurs marins, des unités de palangre, des filets ZZ multi-filaments, des radios VHF pour la communication, des GPS...dans le cadre du projet Prada-Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique, mis en œuvre par l'Agence de coopération allemande GIZ Madagascar, financé par le gouvernement allemand à hauteur de 37 millions d'euros. A cette occasion, le Centre de formation piscicole de Taolagnaro, a également été inauguré, grâce au financement de l'UE à hauteur de 7,5 millions d'euros dans le cadre du programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives (Afafi-Sud).

Renforcer la résilience

Le programme Afafi-Sud, a financé à hauteur de 22,5 millions d'euros sept projets visant à contribuer à la réduction de la pauvreté des populations rurales dans le Grand Sud et le Sud-Est de Madagascar.

« Ces projets favorisent la sécurité alimentaire et renforcent la résilience des populations face aux aléas climatiques », indique-t-on.

« La mer et les eaux intérieures sont des atouts stratégiques pour Madagascar, et en tant qu'Equipe Europe, nous affirmons notre disponibilité à soutenir l'Etat et les collectivités locales malgaches pour faire du secteur halieutique un moteur de stabilité, d'emploi et de croissance économique », a déclaré Roberto Schiliro, le chef de Coopération de l'Union européenne.



L'ambassadeur d'Allemagne, Olivier Knoerich, a quant à lui spécifié que le projet Prada constitue l'une des principales initiatives de la coopération allemande en faveur de la résilience face au changement climatique à Madagascar, en soutenant l'adaptation des chaînes de valeur agricoles et halieutiques.

Filière vanille : la libéralisation porte ses fruits

JEAN RIANA | 18 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

Durant sa prise de parole à l'Assemblée nationale à Tsimbazaza mardi, le député élu à Antalaha, Julien Nasira, a exprimé sa satisfaction par rapport la libéralisation de la filière vanille qui a porté ses fruits. « Depuis que l'Etat a procédé à la libéralisation de la filière vanille, les commandes venant de l'étranger affluent, ce qui va conduire à la hausse des

prix », a-t-il déclaré. A ce sujet, le ministère du Commerce et de la consommation a aussi tenu à rapporter que la filière vanille se redresse de manière progressive suite à l'atelier Vanille qui s'est déroulé dans localité de Sambava les 21 et 22 novembre 2025, pour mieux appréhender la situation présentée au comité technique mixte du ministère incluant également la Présidence

de la Refondation de la République et la Primature. Le prix de la vanille noire est passé de 60.000 ariary le kilo au début du mois de novembre à 80.000 ariary puis 140.000 ariary à l'heure actuelle. La vanille rouge s'achète dorénavant entre 65.000 ariary et 80.000 ariary le kilo contre 55.000 ariary auparavant. Le prix de la vanille

uite vendu 25.000 ariary le kilo au mois de novembre, se situe actuellement entre 35.000 ariary et 40.000 ariary. « Cette hausse de prix est le fruit de l'ouverture de l'agrement d'exportation et d'une plus grande transparence », souligne-t-on.

L'Euro à 5 233,05 ariary : une stabilité relative sous surveillance

ARH. | 18 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

Entre septembre et décembre 2025, l'ariary a affiché une évolution contrastée face aux principales devises. La monnaie nationale a surtout bénéficié d'un environnement monétaire plus maîtrisé, même si des fragilités structurelles demeurent. L'ariary a fait preuve de résilience.

Les chiffres révèlent une dynamique différenciée entre l'euro et le dollar, suite aux ajustements économiques internes, tout en prenant en compte des facteurs externes. Face à l'euro, la tendance a été clairement baissière. Le taux de change est passé de 5 173,91 ariary début septembre à 5 119,94 ariary début décembre.



Cette baisse progressive, sans à-coups, traduit une correction graduelle de la devise européenne sur le marché local. Et la faiblesse conjoncturelle de l'euro à l'international a accentué ce mouvement, amplifié à première vue, par une meilleure tenue de l'ariary sur la période. En revanche, le dollar a évolué dans un couloir étroit, selon le constat des économistes. De septembre à décembre, il s'est maintenu autour de 4 470 à 4 485 ariary, signe d'une volatilité limitée. Cette relative stabilité contraste avec les

tensions observées sur d'autres marchés émergents et témoigne d'un certain ancrage des anticipations de change. Le 17 décembre 2025, les cours de référence s'établissaient toutefois à 4 524,77 ariary pour le dollar et 5 233,05 ariary pour l'euro.

Résilience de l'ariary

Plusieurs facteurs convergents expliquent cette résilience de l'ariary. La Banque centrale a poursuivi une politique monétaire prudente, contribuant à contenir les pressions inflationnistes. L'inflation globale, estimée autour de 8,2 % en juin 2025 et l'inflation sous-jacente, à 7,3 %, ont amorcé une nette décrue. Parallèlement, la demande saisonnière de liquidités locales a soutenu la monnaie nationale. Les entrées nettes de devises issues des exportations, combinées à une stabilisation des importations, ont renforcé la position extérieure du pays. Cette trajectoire favorable reste néanmoins fragile. La dépendance énergétique, le niveau limité des réserves internationales et l'exposition aux chocs externes constituent des risques persistants. Une appréciation excessive de l'ariary pourrait aussi peser sur la compétitivité. Pour le premier trimestre 2026, les analystes tablent sur une stabilité précaire, sous la pression du reflux saisonnier des recettes d'exportation et d'un contexte financier international moins porteur.

Commerce – Les autorités rapportent une hausse des prix de la vanille et une augmentation des commandes internationales

18 DÉCEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 18 Décembre, 8h45 – Une progression notable des prix sur le marché local de la vanille. Selon le ministère du Commerce et de la consommation, la vanille noire se négocie désormais entre 80.000 et 140.000 ariary le kilo, contre 60.000 ariary auparavant. La vanille rouge est passée de 55.000 ariary à une fourchette comprise entre 65.000 et 80.000 ariary le kilo. Les « cuts » (vanille en vrac) atteignent quant à eux 35.000 à 40.000 ariary le kilo, contre environ 25.000 ariary au début du mois dernier.

Outre la hausse des prix de la vanille sur le marché local, les autorités rapportent également une augmentation des commandes internationales. « La libéralisation de la filière a permis de relancer les commandes venues de l'étranger et d'améliorer progressivement la valeur de la vanille », souligne le député élu à Antalaha, Julien Nasira, saluant « une décision attendue par les acteurs du secteur ». Le ministère du Commerce et de la consommation évoque des améliorations suite aux réformes engagées ces dernières semaines dans la filière, depuis notamment les

ateliers de concertation organisés les 21 et 22 novembre à Sambava, qui ont réuni producteurs, collecteurs et exportateurs.

Mais cette évolution des prix intervient surtout dans un contexte de réformes administratives visant à assouplir les conditions d'exportation, estiment les autorités. L'État a notamment supprimé la taxe de 4 dollars par kilogramme à l'export, mis fin au système de monopole et élargi le nombre d'entreprises et de coopératives autorisées à exporter. Les autorités ont également reporté la date limite de dépôt des demandes d'agrément et autorisé l'ouverture de certains ports afin de fluidifier les échanges commerciaux.

Selon la Direction générale du commerce extérieur (DGCE), ces mesures contribuent à « renforcer la transparence et la confiance au sein de la filière ». « Elles permettent une meilleure structuration du marché et soutiennent la remontée progressive des prix », indique son directeur général, Tiava Rajohnson.

Les autorités précisent par ailleurs que le prix de référence à l'exportation (FOB) désormais publié n'a pas valeur de prix plancher ni de plafond. « Il s'agit d'un simple indicateur destiné à détecter d'éventuelles ventes à perte ou des pratiques frauduleuses », souligne la DGCE, rappelant que « les prix finaux restent librement négociés entre exportateurs et acheteurs internationaux ».

Finances publiques - Madagascar dépend toujours des financements extérieurs

IRINA TSIMIJALY | 19 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les financements extérieurs restent la principale cause de la dette publique. Malgré tout, le risque de surendettement est jugé modéré.

La dette publique de Madagascar demeure largement dominée par les financements extérieurs. À la fin de l'année, elle devrait atteindre 31 852,7 milliards d'ariary, soit plus de 7 milliards de dollars, d'après le PLFI 2026.

Selon les données officielles du projet de loi de finances initiale (PLFI 2026), 86 % de cette dette proviennent de l'étranger, ce qui confirme une forte dépendance du pays aux prêts extérieurs.

Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années. D'après la Stratégie de la dette à moyen terme 2025–2027 contenue dans le projet de loi de finances, Madagascar prévoit de mobiliser plus de 22 000 milliards d'ariary pour financer ses besoins budgétaires. Près de 69 % de ces ressources viendront de l'extérieur. « Le recours aux financements étrangers reste indispensable pour couvrir les besoins de l'État », explique un responsable du Trésor public.

Les institutions multilatérales jouent un rôle central dans cette situation. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement détiennent plus de la moitié de la dette extérieure du pays. « Ces partenaires sont aujourd'hui les principaux bailleurs de Madagascar », souligne un économiste. « Leurs prêts sont souvent concessionnels, donc moins coûteux. » Cependant, ces financements s'accompagnent de conditions. Les réformes liées à la gouvernance, à la discipline budgétaire et à la gestion des finances publiques sont souvent exigées. « Les prêts multilatéraux apportent de la stabilité, mais ils réduisent aussi la liberté de décision de l'État », estime un analyste financier.

Risque modéré

Les créanciers bilatéraux occupent une place plus limitée. La Chine finance surtout de grands projets

d'infrastructures, tandis que le Japon et la France interviennent dans des domaines techniques, sociaux et environnementaux. En revanche, la contribution des États-Unis a fortement reculé. Depuis la dissolution de l'USAID en 2025, l'aide américaine se limite principalement à des actions humanitaires ponctuelles.

Malgré ce niveau d'endettement, le risque de surendettement est jugé modéré. L'État prévoit de poursuivre les emprunts extérieurs pour financer des projets structurants. Les tirages sur les prêts projets devraient atteindre 4 711,5 milliards d'ariary, notamment pour les infrastructures portuaires et énergétiques. Des appuis budgétaires sont également attendus auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.



« L'objectif est de financer le développement sans compromettre l'équilibre budgétaire », assure un haut responsable.

Le défi reste donc de tirer profit des financements extérieurs tout en limitant la dépendance du pa-

Développement - Madagascar étudie les complexes industriels indonésiens

IRINA TSIMIJALY | 19 DÉCEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La réflexion sur le développement industriel se poursuit. Une délégation malgache se trouve actuellement en Indonésie pour une mission d'étude. Cette mission s'inscrit dans la mise en œuvre de la Politique générale de l'État en faveur de la Refondation.



Les travaux portent sur la visite et l'analyse des complexes industriels du groupe Tsingshan. Ce groupe chinois est un leader mondial dans la production d'acier inoxydable et la transformation du nickel. Il a développé de vastes sites industriels en Indonésie, où l'extraction, la transformation et la production sont intégrées sur un même complexe. Ces installations sont reconnues pour leur organisation efficace, leurs infrastructures modernes, leur logistique

optimisée et leur capacité à réduire l'impact environnemental, notamment les émissions de carbone.

La délégation est conduite par les Hauts Conseillers de la Refondation, le colonel Lucien Rabearimanana et le lieutenant-colonel Gervais Andriamiarisoa. Elle a quitté Madagascar hier et reviendra le 22 décembre 2025, selon le ministre de la Communication et de la Culture, porte-parole du Gouvernement, Gascar Fenosoa Mandrindrarivony.

Les échanges avec les responsables des complexes industriels indonésiens permettront d'examiner plusieurs aspects essentiels. Ils concerteront notamment les modèles de gouvernance et de financement, ainsi que les dispositifs de gestion économique et environnementale. Une attention particulière sera accordée aux mécanismes de réduction des émissions de carbone et à l'efficacité énergétique des installations.

La mission vise également à évaluer les retombées économiques, sociales et technologiques que de tels projets pourraient générer pour Madagascar. Elle cherche à identifier les conditions nécessaires à la mise en place de partenariats industriels équilibrés et durables.

Plusieurs membres du Gouvernement participent à ce déplacement.

Assise nationale du tourisme : redéfinir les visions stratégiques pour refonder le secteur

JEAN RIANA | 19 DÉCEMBRE | LES NOUVELLES

« Nous devons redéfinir les visions menant vers la refondation du tourisme à Madagascar, afin d'en faire un vrai pilier de développement », a déclaré la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Lily Rafaralahy, à l'occasion de l'Assise nationale du tourisme, hier et ce jour au Le Colisée Ampasanimalo. La ministre a annoncé que cette assise nationale du tourisme rassemblant les différents acteurs des diverses régions, est déjà un grand pas en avant. Le but étant de récolter leurs idées qui peuvent contribuer au développement du secteur. « Cette assise nationale n'est en aucun cas une initiative précipitée, mais la suite de récentes concertations régionales dans différentes régions », a-t-elle souligné, tout en ajoutant que le ministère du Tourisme et de l'artisanat aura par la suite des stratégies bien définies à présenter. « C'est l'occasion d'être à l'écoute des autres pour mettre en place une vision commune. Gestion, concurrence, communication, transports, insécurité et autres multiples sont les sujets qui vont être abordés » a-t-elle noté. Pour les objectifs à court terme, elle a précisé que le ministère respecte le principe de continuité de l'Etat

en procédant à la formalisation des acteurs ainsi qu'à la digitalisation du secteur. Le PCA de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM), Ionjaniaina Ranaivoarimanana a quant à lui souligné que l'assise répond aux attentes des acteurs, surtout qu'il est essentiel de repenser le modèle touristique du pays.

Poursuivre la promotion de la destination

Le Président du Conseil d'Administration (PCA) de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM), Tojo Lytah Razafimahefa a tenu à mettre en exergue le fait que la promotion de la destination doit se poursuivre car c'est le seul moyen de rétablir la confiance du marché international.

« Nous ne pouvons nous permettre d'attendre les bras croisés et miser uniquement sur la beauté de notre pays. C'est à nous de faire le pas et faire la promotion de notre pays », a-t-il affirmé. En 2020, le secteur contribuait de 6 à 7 % du PIB et en 2024, avec une progression située entre 14,9 à 15 %.

Télécommunications – Une nouvelle baisse des tarifs de l’Internet mobile annoncée par le ministère du Développement numérique en début d’année

19 DÉCEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 19 Décembre, 7h40 – « Les prix de l’Internet vont encore baisser ». Le ministère du Développement numérique, des postes et des télécommunications n’entend pas lâcher du lest. Dans un communiqué publié ce vendredi, il assure que des ajustements à la baisse des tarifs de l’Internet mobile sont encore attendus en janvier. A en croire le ministère, les baisses actuellement signalées au niveau des opérateurs en télécommunications constituent « des essais qui leur permettront de revoir à nouveau leur tarif en début d’année ».

Depuis quelques semaines, les opérateurs en télécommunications ont lancé des offres promotionnelles à petit prix. C’est ainsi que sur certaines offres, le Go de data mobile coûte autour de 1 000 ariary, avec 500 Mo utilisables en journée et 500 Mo utilisables en nuit.

Parallèlement aux discussions autour des prix de l’Internet mobile, les autorités concluent des accords en vue de mettre en place des hotspots Wifi via la fibre optique auprès des universités publiques du pays. L’objectif est de rendre l’Internet plus accessible pour les étudiants, souligne le ministère.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

